
La Fédération SUD éducation appelle à la grève nationale intercatégorielle le 20 novembre

Dans la situation actuelle, face au pouvoir et à sa politique de régression sociale généralisée, la fédération SUD éducation s'inscrit dans une stratégie de construction d'un mouvement revendicatif interprofessionnel. Cela nécessite, dans l'Éducation Nationale, un mouvement véritablement intersyndical vers la grève reconductible mais aussi un mouvement de défense de l'École Publique avec toutes les forces sociales.

Une grève catégorielle, dans le premier degré ou dans le secondaire le 20 novembre, n'est pas une réponse adaptée. Dans le souci de renforcer la lutte, la fédération SUD éducation s'est adressée nationalement et dans de nombreux départements aux autres organisations syndicales pour leur proposer de **faire de ce 20 novembre une grève nationale intersyndicale et intercatégorielle**, unissant toutes les forces de l'éducation nationale avec le soutien de tous ceux qui ont participé à la manifestation du 19 octobre.

La casse de l'école Publique et laïque est au centre de la politique de Sarkozy et de son gouvernement au même titre que la casse du statut de fonctionnaire et du Code du Travail. Partout, dans nos classes et dans nos services, nous constatons les conséquences d'une politique de destruction de l'emploi public qui, en matière d'éducation, tourne le dos à l'idée d'une Ecole laïque et émancipatrice, véritablement gratuite et ouverte à tous sur l'ensemble du territoire.

Nous dénonçons :

- le projet de budget qui organise la régression scolaire en supprimant des milliers de postes à tous les niveaux et dans tous les services.
- les attaques répétées du Ministre Darcos contre l'école maternelle et ses personnels.
- la logique réactionnaire des programmes de l'école élémentaire qui s'assoit sur 20 ans de recherches dans les classes, les IUFM et l'université.
- la suppression de 2h hebdomadaires d'enseignement pour tous et celle des RASED -enseignants spécialisés dans l'aide aux élèves en difficulté- le tout étant censé être remplacé par quelques heures de soutien et des stages pendant les vacances.
- la généralisation de « l'accompagnement éducatif » en collège, qui au nom de montages sans moyens réels constitue un appauvrissement de l'enseignement.
- la suppression des BEP par la réforme du Baccalauréat Professionnel (passage de 4 ans à 3 ans), qui augmentera la ségrégation scolaire et fermera des milliers de postes dans les lycées professionnels.
- le projet de réforme des lycées qui n'obéit qu'à une logique comptable de suppression de milliers de postes au moment où il conviendrait d'engager une véritable réflexion sur l'enseignement au lycée.
- la casse de la formation professionnelle des enseignants qui constitue un véritable recul pour nos métiers et préfigure la disparition du statut de la fonction publique pour les enseignants.
- la dégradation des conditions de travail des personnels IATOSS et la privatisation rampante qui menace les service ouvriers et techniques dans les établissements scolaires.
- l'ensemble des contre réformes qui menacent les statuts des personnels, érigent la précarité en modèle de gestion, multiplient les heures supplémentaires, alourdissent la charge de travail de tous.
- les atteintes au droit de grève par la mise en place d'un service minimum dans le premier degré.
- l'autoritarisme qui prévaut pour imposer ces démantèlements et les logiques répressives qui se développent contre celles et ceux qui tentent de s'y opposer.
- la volonté de fichage informatique généralisé de nos élèves.
- la chasse aux enfants de parents sans-papiers.

SUD éducation appelle tous les personnels qui travaillent dans l'Éducation nationale à se mettre en grève jeudi 20 novembre, à participer aux manifestations et à mettre en place des AG de grévistes pour construire la suite de la mobilisation.

